



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement**

Direction départementale des territoires

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société
CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES située rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC**

N°43

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 (combustion), notamment :

- son article 24.III imposant une surveillance en continu des émissions de dioxyde de soufre (SO₂) d'une chaudière de plus de 15 MW fonctionnant au gaz naturel ou au fioul domestique ;
- son article 29 imposant une surveillance en continu des émissions de chlorure d'hydrogène (HCl) d'une chaudière biomasse de plus de 15 MW ;
- son article 29 imposant une surveillance en continu des émissions d'ammoniac (NH₃) d'une chaudière biomasse de plus de 15 MW lorsqu'une technique de réduction catalytique non sélective est employée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023, complété et modifié le 4 novembre 2025, autorisant notamment, rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC, l'exploitation d'une installation de combustion constituée d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel ou au fioul domestique (CH1), d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel (CH2), d'une turbine à gaz (TAG), d'une chaudière biomasse BM1 et d'une chaudière biomasse BM2 ;

Vu la puissance de ces appareils de combustion ;

Vu l'emploi d'une technique de réduction catalytique non sélective pour les chaudières biomasse exploitées ;

Vu le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine en vigueur, approuvé par arrêté préfectoral du 24 mars 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mars 2026, suite à l'inspection du 24 février 2026, transmis le 12 mars 2026 à l'exploitant pour qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les éléments en réponse transmis par courriel par la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES, en date du 26 mars 2026 ;

Considérant la puissance de l'installation de combustion et la puissance unitaire des appareils de combustion de cette installation exploitée rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Considérant la date d'applicabilité, au 3 décembre 2023, de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé pour le site exploité par la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC, conformément à son article 3.VII ;

Considérant que la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES ne réalise pas la mesure en continu des émissions de SO₂ pour sa chaudière de plus de 15 MW, fonctionnant au gaz naturel ou au fioul domestique, exploitée rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Considérant que la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES ne réalise pas la mesure en continu des émissions de HCl et de NH₃ pour sa chaudière biomasse de plus de 15 MW, exploitée rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Considérant que ces chaudières sont situées en zone de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine ;

Considérant, par ailleurs, que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant en conséquence que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES de respecter les dispositions des articles 24.III et 29 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES, dont le siège social est situé 18, rue Thomas Edison 33612 CANÉJAN, est mise en demeure, pour sa chaufferie située sur la commune de BLAGNAC, rue Franz Joseph Strauss, de respecter, sous les délais précisés ci-dessous, les dispositions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 (combustion) :

- Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant assurera la mesure en continu des émissions de SO₂ pour sa chaudière de plus de 15 MW fonctionnant au gaz naturel ou au fioul domestique (article 24.III),
- Sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant assurera la mesure en continu des émissions de HCl et de NH₃ pour sa chaudière biomasse de plus de 15 MW (article 29).

Art. 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires par intérim de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES.

Fait à Toulouse, le 20 AVR. 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
le secrétaire général,



Baptiste MANDARÉ

